

**PROTOCOLE D'ACCORD RELATIF AUX MODALITÉS
D'ATTRIBUTION DE LA PRIME DÉCENTRALISÉE
POUR L'ANNEE 2004**

ENTRE

L'ASSOCIATION DES PARALYSÉS DE FRANCE, dont le Siège National est situé 17 Boulevard Auguste Blanqui 75013 PARIS, représenté par **Madame Anne ETCHEVERRY, Directrice des Ressources Humaines**

D'une part,

ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES SUIVANTES, REPRÉSENTÉES PAR :

**Madame Edith HOPQUIN,
Monsieur Jean CLAVEAU
Monsieur Jean-Pierre LE CAIN,
Monsieur Francis LES ENFANT,**

Déléguée Syndicale Centrale	C.G.T.,
Délégué Syndical Central	F.O.,
Délégué Syndical Central	C.F.T.C.,
Délégué Syndical Central	C.F.D.T.

D'autre part.

PRÉAMBULE

A l'exclusion des salariés non qualifiés embauchés en contrats emplois-jeunes dont la rémunération fixe intègre d'ores et déjà cet élément, le principe du versement d'une prime décentralisée à l'ensemble des salariés des établissements et services appliquant la CCN 51 a été instauré par avenant FEHAP n° 2002-02 du 25 mars 2002.

Cet avenant prévoit que les modalités d'attribution et la périodicité de versement de cette prime sont convenues annuellement dans un protocole entre l'employeur et les délégués syndicaux.

L'A.P.F. ayant fait le choix d'une négociation de cette prime au niveau national dans un souci d'harmonisation des pratiques et d'équité de traitement entre les salariés, la Direction Générale de l'association et les organisations syndicales représentatives des salariés se sont donc rencontrés pour déterminer les critères d'application de ladite prime pour l'année 2004.

En suite des échanges intervenus dans le cadre de cette négociation, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – CADRE JURIDIQUE – OBJET - DURÉE

Le présent protocole est conclu en application des dispositions de l'article A 3-1 de la CCN 51 renouvelée par l'avenant FEHAP 2002-02 et a pour objet de préciser les modalités d'attribution et la périodicité de versement de la prime décentralisée.

L'avenant FEHAP précité prévoyant que ces modalités d'attribution sont convenues annuellement entre les partenaires sociaux, les parties conviennent que le présent protocole est applicable pour l'année civile 2004. Il cessera donc de s'appliquer de plein droit à cette échéance.

Avant la fin de cette période, une négociation sera engagée au niveau national entre les partenaires sociaux pour déterminer les modalités d'attribution de la prime décentralisée applicables pour l'année 2005.

ARTICLE 2 - CHAMP D'APPLICATION

Le présent protocole s'applique à l'ensemble des salariés des établissements et services de l'A.P.F. appliquant la C.C.N. du 31 octobre 1951, à l'exclusion :

- des salariés non qualifiés embauchés en contrats emplois-jeunes dont la rémunération fixe intègre d'ores et déjà cet élément
- des directeurs, directeurs adjoints et gestionnaires dont les modalités d'attribution seront fixées par le Conseil d'Administration (ou par la Direction Générale par délégation).

ARTICLE 3 – TAUX DE LA PRIME DÉCENTRALISÉE

Le montant brut global de la prime annuelle décentralisée, fixé à 5% de la masse des salaires bruts est à répartir entre les salariés concernés ; ce taux est ramené à 3% dans les établissements pour enfants ou adultes handicapés ou inadaptés dans lesquels les salariés bénéficient de congés payés exceptionnels prévus par la CCN 51 et communément appelés « congés trimestriels ».

Il est précisé que conformément aux dispositions de l'avenant FEHAP 2002-02, le taux de la prime décentralisée applicable aux médecins, pharmaciens et biologistes qui ne bénéficient pas des congés trimestriels est fixé à 2,5% durant le 1^{er} semestre 2004, puis porté à 5% à compter du 1^{er} juillet 2004 ; ces taux sont respectivement ramenés à 1,5% et 3% pour les médecins, pharmaciens et biologistes qui bénéficient effectivement de ces congés.

ARTICLE 4 – MODALITÉS DE CALCUL ET DE VERSEMENT

Par souci de simplification, les parties maintiennent le principe d'un versement mensuel de la prime décentralisée à chaque salarié entrant dans son champ d'application. Cette prime est calculée sur la base des sommes qui, versées à chaque salarié, ont le caractère de salaire et sont, à ce titre, soumises à cotisations de Sécurité Sociale.

Cette base comprend donc non seulement le salaire de base du salarié (coefficients de référence majorés le cas échéant de divers compléments de rémunération), mais également les primes d'ancienneté et majorations spécifiques, les indemnités de carrière et indemnités différentielles, ainsi que toutes les primes, indemnités, majorations et avantages en nature qui y sont annexés et ont, donc, le caractère de complément de salaire.

Toutes les sommes non soumises à cotisations sociales sont expressément exclues de la base de calcul de la prime décentralisée.

Il est rappelé que pour les médecins, pharmaciens et biologistes, les critères d'attribution de la prime décentralisée seront les mêmes que ceux appliqués aux autres personnels de l'établissement.

Comme prévu à l'article 1 ci-dessus, ces modalités pourront être modifiées ultérieurement en fonction des modalités arrêtées annuellement entre les partenaires sociaux.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENT SPECIFIQUE

Les parties conviennent que le présent accord constitue une amélioration substantielle pour l'année 2004 des règles applicables jusqu'alors en matière de maladie.

L'APF a accepté cette mesure en perspective et dans l'attente d'une négociation plus générale portant sur les questions relatives à la gestion de la maladie, de l'invalidité, de l'incapacité et des accidents du travail.

Les parties signataire s'engagent à mener cette négociation en 2004.

ARTICLE 6 - INFORMATION ET CONSULTATION DU C.C.E.

Le présent protocole devra faire l'objet d'une information et d'une consultation du Comité Central d'Entreprise de l'APF (C.C.E.) avant sa mise en application, conformément aux dispositions de l'avenant FEHAP.

ARTICLE 7 - DURÉE - RÉVISION - DÉNONCIATION

Le présent protocole est conclu pour une durée déterminée, conformément aux dispositions de l'article 1 ci-dessus.

Durant cette période, il pourra être dénoncé ou révisé dans les conditions prévues respectivement par les articles L 132-7 ou L 132-8 du Code du Travail.

ARTICLE 8 - DÉPÔT DU PROTOCOLE - AFFICHAGE

Le présent protocole sera déposé auprès de la D.D.T.E.F.P. de Paris (75) dont dépend le Siège National.

Un exemplaire sera adressé au Greffe du Conseil des Prud'hommes de Paris (75).

Il fera l'objet d'un affichage dans chaque établissement ou service concerné. Un exemplaire en sera remis aux représentants du personnel.

Fait à Paris, le 26 novembre 2003

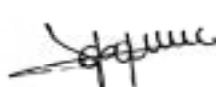
Pour l'A.P.F.,
A. ETCHEVERRY



Pour la C.F.D.T.,
F. LES ENFANT



Pour la C.G.T.,
E. HOPQUIN



Pour la C.F.T.C.,
J.P. LE CAIN



Pour F.O.,
J. CLAVEAU

